

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CP

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. PENNEL
AUTOMOTIVE des prescriptions complémentaires
pour la poursuite d'exploitation de son établissement
situé à ROUBAIX**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2000 complété le 26 avril 2004 autorisant la S.A. PENNEL AUTOMOTIVE - siège social : 310 rue d'Alger B.P. 60385 59057 ROUBAIX CEDEX 1 - à exploiter une unité de transformation plastique de type compact à ROUBAIX 310 rue d'Alger ;

VU la déclaration en date du 14 juin 2004 de la S.A. PENNEL AUTOMOTIVE précisant la poursuite de la fourniture de vapeur à la société PENNEL INDUSTRIES pour le fonctionnement de certaines machines jusqu'en fin juin 2005 ;

VU le rapport du 9 septembre 2004 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 19 octobre 2004 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

La société PENNEL AUTOMOTIVE – sise 210 rue d'Alger – 59057 ROUBAIX cessera pour le **30 juin 2005** de véhiculer de la vapeur de son site vers le site de PENNEL INDUSTRIE.

La canalisation servant au transport de la vapeur sera déconnectée en deux endroits distincts du réseau et des joints pleins seront mis en place de part et d'autre des disconnexions.

ARTICLE 2

Un rapport de fin de travaux sera transmis à l'inspection des installations classées dès la mise en place des dispositifs évoqués ci-dessus.

ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 4-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de ROUBAIX,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de ROUBAIX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 23 novembre 2004

Pour ampliation,
Le chef de bureau délégué,

Gilles GENNEQUIN

Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint,
Jules-Armand ANIAMBOSSE

